



# FEDERATION CGT SANTE ET ACTION SOCIALE

A l'attention du ministère de la Santé et de la Prévention  
Monsieur François Braun  
MINISTRE DES SOLIDARITES ET DE LA SANTE  
14 avenue Duquesne 75350 PARIS 07 SP

Montreuil, le 15 septembre 2022

Réf : 041-22 SP/JP

Objet : Suivi mission flash sur les urgences

Monsieur le Ministre,

Nous vous informons que la fédération CGT Santé et Action Sociale a décidé de ne pas se rendre à la prochaine réunion du comité de suivi de la mission flash sur les urgences.

Lors des deux réunions des 4 et 30 août, nous avons bien compris votre volonté de généraliser et pérenniser les mesures exceptionnelles mises en place cet été dans plusieurs hôpitaux à partir des recommandations de la mission flash, au travers du Conseil national de la refondation et du PLFSS 2023.

Nous n'avons pas cessé de vous faire état des difficultés des personnels, des dysfonctionnements majeurs et de la remise en cause de l'accès aux soins provoquée par ces mesures, mettant en danger la population.

Vos propos publics affirmant que l'été avait été moins catastrophique que prévu sont insupportables. Nous venons d'apprendre un nouveau drame aux urgences de Strasbourg, où un patient est décédé après avoir passé plus de 20h sur un brancard.

Combien de situations comme celle-ci faudra-t-il encore que nos collègues endurent par manque de moyens et par manque de lits ?

Comme nous vous l'avions exposé au mois d'août, nous estimons que ce n'est pas d'un comité de suivi des fonctionnements en mode dégradé dont l'hôpital public et ses personnels ont besoin, mais de l'ouverture de véritables négociations pour développer dans nos services des fonctionnements de qualité. Nous vous demandons à nouveau de répondre aux revendications immédiates des personnels pour faire revenir nos 180 000 collègues épuisés qui ont quitté récemment l'hôpital, et garder ceux qui tiennent encore... pour combien de temps ?

Il est urgent de :

- annoncer un plan national de formation et de recrutement. La CGT a chiffré un besoin de 100 000 postes pour l'hôpital public, 200 000 dans les EHPAD, 100 000 dans le secteur social et médicosocial.
- réintégrer nos collègues suspendu.e.s
- titulariser les 250 000 contractuels de la fonction publique hospitalière et les médecins PADHUE (aujourd'hui menacés d'être expulsés de notre système de santé)
- augmenter de manière significative les salaires, ainsi que les indemnités de nuit, de dimanche et jours fériés. La revalorisation des salaires étant insuffisante et les grilles nivelées vers le bas, de plus en plus de nos collègues n'arrivent pas à vivre dignement avec leur niveau de rémunération.
- annoncer l'arrêt des plans de restructurations d'établissements, l'arrêt des fermetures de lits et de services, et l'annulation des plans de retour à l'équilibre qui continuent à asphyxier le budget des hôpitaux.

Pour conclure, puisque vous ne répondez pas aux revendications des personnels, qu'il n'y a pas de discussion, tout semble être déjà ficelé, nous nous déclarons en désaccord avec l'orientation sciemment prise par le gouvernement qui conduit à de nouveaux drames. Nous prenons nos responsabilités et refusons d'être « partie prenante » de la destruction et de la privatisation de notre système de santé.

Nous continuons à nous mobiliser avec nos syndicats pour faire gagner leurs légitimes revendications aux salarié.e.s afin d'améliorer leurs conditions de travail, ainsi que l'offre sanitaire, médico-sociale et sociale pour l'ensemble de la population.

Recevez, Monsieur le Ministre, nos salutations syndicales.

Mireille Stivala

  
Secrétaire Générale

Fédération CGT de la Santé et de l'Action Sociale

Fédération de la Santé et de l'Action Sociale

Case 538 • 93515 MONTREUIL Cedex • Tél. : 01 55 82 87 49  
BOURSE NATIONALE DU TRAVAIL • 263, rue de Paris, MONTREUIL • M° : Porte de Montreuil  
Site internet : <http://www.sante.cgt.fr/> • e-mail : [sg@sante.cgt.fr](mailto:sg@sante.cgt.fr)